

# Rapport de l'ordonnateur

## Compte financier 2024

### I. Les événements marquants de l'année 2024

Plusieurs événements ont impacté le budget du CROUS de Lille en 2024, ont cadencé l'activité du Crous et modifié son équilibre budgétaire.

#### ❖ L'activité toujours très soutenue en restauration

La fréquentation de la restauration universitaire et l'activité des restaurants continuent leur hausse sans interruption depuis 2020, en raison de la tarification à 1€ pour les boursiers et étudiants précaires et de la prise en charge de 100 repas gratuits par la Région Hauts de France pour les boursiers en faisant la demande (échelons 3 à 7).

Ces différentes mesures tarifaires ont occasionné une hausse significative et continue de la fréquentation de la restauration universitaire.

La fréquentation étudiante de la restauration traditionnelle, déjà significativement en hausse en 2022 et 2023, poursuit donc sa hausse en 2024. Cette fréquentation représente, dans nombre de structures, plus du double de la fréquentation d'avant la crise sanitaire. La restauration diversifiée est également impactée par une fréquentation très notable, même lorsqu'elle constitue une offre alternative aux restaurants sur des lieux géographiquement proches.

La tarification à 1€ a occasionné dans le même temps une baisse des recettes propres de la restauration. Cette mesure a été compensée par une augmentation de la subvention pour charge de service public.

L'affluence dans les structures de restauration a un impact notable en termes budgétaires, comme elle génère durablement des tensions en matière RH (besoin accru de recrutement qui se heurte à une crise en la matière du secteur), en matière de matériel (équipements sur-sollicités) et en matière de capacité d'accueil du personnel enseignant et administratif (impact sur le niveau de fréquentation).

### ❖ Un contexte de hausse des prix et d'inflation qui ralentit sans s'inverser complètement

Depuis 2022, on note un contexte économique inflationniste qui a un impact notable sur l'activité et les dépenses du Crous de Lille. En France, cette tendance à la hausse ralentit en 2024, mais sans s'inverser : l'inflation en moyenne annuelle s'établit ainsi à +2% en 2024 après avoir atteint +4,9 % en 2023 et +5,2 % en 2022.

En ce qui concerne plus spécifiquement les prix de l'alimentaire, la hausse se poursuit, mais de façon beaucoup moins marquée que les années précédentes : hausse de 1,4% en moyenne contre +11,8% en 2023 et +6,8% en 2022 (chiffres INSEE). Les hausses cumulées de trois années continuent d'impacter l'activité de restauration du Crous.

Par ailleurs, le contexte d'inflation a également eu comme conséquence la hausse du livret A au 1<sup>er</sup> août 2022 et au 1<sup>er</sup> février 2023. Resté au même niveau en 2024 (baisse au 1<sup>er</sup> février 2025), ce taux élevé engendre toujours un impact notable sur le budget du Crous :

- Hausse des intérêts d'emprunt du prêt PLS relatif à la construction de 300 logements.
- Hausse des loyers en « redevance transparente », qui sont liés au remboursement des intérêts d'emprunts contractés par les bailleurs (liés à l'évolution du livret A).

On note en revanche une baisse significative des prix de l'énergie (- 59% en moyenne entre 2023 et 2024 sur les tarifs électricité du Crous, -36% sur le prix du gaz) sans que cette baisse ne vienne totalement compenser les hausses des années précédentes.

Bien que plus limité en 2024 par rapport aux années précédentes, le contexte d'inflation et de hausse des prix continue d'avoir des effets notables et durables sur les dépenses sur Crous.

### ❖ La pré-certification des comptes

En 2024, le CROUS de Lille s'est engagé dans une démarche de pré-certification des comptes avec pour objectif, à terme, la certification (celle-ci sera probablement une obligation à moyen terme).

La démarche de la certification s'inscrit dans une trajectoire positive et vertueuse, permettant à l'établissement d'avoir un jugement externe (Commissaires aux comptes) sur ses pratiques et son organisation.

Pour la pré-certification, le Crous de Lille a retenu, via une procédure de marché public, le Cabinet Grant Thornton, dont les Commissaires aux Comptes émettront un jugement sur le dispositif de contrôle interne, les procédures et les dispositifs de contrôle, les agrégats comptables (balance, bilan...).

L'objectif de cette pré-certification est d'obtenir la liste des préconisations pour aller vers la certification et, pour les années qui suivront, d'être certifié sans réserve.

Cette démarche entamée en 2024 s'est poursuivie au long de l'année et constitue une opportunité notable pour le Crous.

### ❖ Le déménagement des services centraux du Crous de Lille

Les services centraux du Crous de Lille ont emménagé en juin 2024 à la nouvelle Cité administrative Marianne après avoir quitté leurs locaux historiques du 74 rue de Cambrai qu'ils occupaient depuis

1967. Ce déménagement n'a engendré aucune rupture dans la continuité de service tant au niveau des services que de l'accueil des usagers.

Ce nouveau site offre de meilleures conditions de travail aux agents du Crous tout autant que des conditions d'accueil améliorées pour les usagers.

### ❖ Les opérations immobilières

Le CROUS de Lille a poursuivi cette année ses opérations de réhabilitation et d'extension du parc de logements du campus de Villeneuve d'Ascq tout en complétant l'offre sur d'autres territoires.

Ainsi, la réhabilitation des résidences traditionnelles s'est poursuivie cette année avec la livraison en juillet et ouverture en septembre 2024 des bâtiments G et H de la résidence Boucher (220 logements), financés à parts égales par la Métropole Européenne de Lille et l'Etat dans le cadre du Plan de relance (24M€ au total pour la réhabilitation de Bachelard M et O, réouverts en 2023, et de Boucher G et H).

En janvier 2024 a été ouverte la résidence Gaston Adriensence à Maubeuge (93 logements). Cette opération, financée par le bailleur Partenord Habitat, a été confiée en gestion au Crous de Lille par convention de location pour 12 ans.

En 2024 se sont également poursuivis les travaux de réhabilitation du bâtiment J de la résidence Boucher dont la réouverture est prévue en septembre 2025 (budget prévu de 5,720 M€), la fermeture pour travaux de la résidence Jean Zay (réouverture prévue en 2026). Les travaux de la future résidence de Dunkerque, menés par le groupe 3F Résidences se sont poursuivis en 2024 avec l'objectif de la livraison de 70 logements pour la rentrée 2025.

D'autre part, 2024 a vu la livraison en août des travaux de construction d'une Unité Centrale d'Assemblage sur le site de l'ancien restaurant Pariselle pour un coût total des travaux de 18 M€, financés à hauteur de 17,8 M€ par le Crous et abondés de 200 000€ sur fonds propres par le Crous de Lille. Ce bâtiment regroupe :

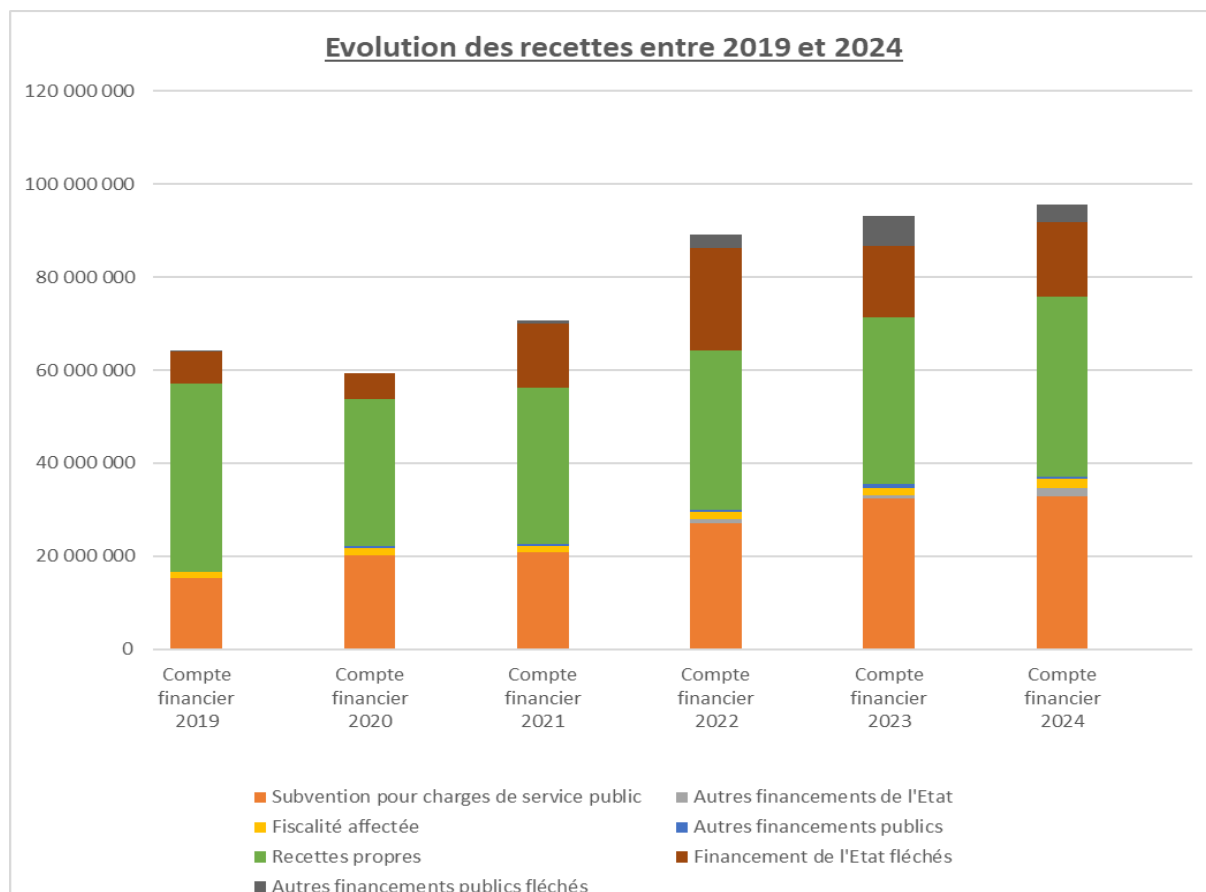
- une unité de production de 1770m2 permettant de restructurer toute la restauration diversifiée de la métropole lilloise ;
- un restaurant administratif, la Table d'Henri, dédié aux personnels de l'enseignement supérieur et aux visiteurs (200 places);
- un lieu hybride, l'(S)Pace Pariselle, ouvert aux étudiants en accès libre et sur des horaires élargis. Ce dernier espace intègre par ailleurs des offres de restauration : cafeteria de 250 places, boutique en libre-service, corner-coffee, frigos connectés à destination des étudiants.

Enfin, hors ce projet spécifique, deux autres cafétérias ont vu le jour en 2024, après travaux des établissements d'enseignement et avec un équipement par le Crous à l'IUT de Lille (50 places) et à l'Institut d'Etudes Politiques (50 places).

## II. L'exécution budgétaire 2024

### 1. RECETTES.

Le montant total des recettes 2024 s'élève à **95 608 630 €**, soit un taux d'exécution de 96.24 % par rapport aux recettes prévisionnelles (99 340 804 €).



*Tableau 1 – Réalisation des recettes*

Enveloppe	Recettes votées en BI 2024	Recettes votées en BR2 2024	Encaissements au 31/12/2024	% de réalisation
SCSP	29 076 608	32 890 397	32 890 397	100,00%
AUTRES FINANCEMENTS DE L'ETAT		1 806 723	1 845 899	102,17%
FISCALITE AFFECTEE	1 470 000	1 836 761	1 836 761	100,00%
AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	784 000	784 000	518 914	66,19%
RECETTES PROPRES	39 704 864	39 491 707	38 799 171	98,25%
FINANCEMENTS DE L'ETAT FLECHES	17 722 816	18 503 222	15 849 065	85,66%
AUTRES RECETTES FLECHEES	3 942 816	4 027 994	3 868 421	96,04%
	<b>92 701 104</b>	<b>99 340 804</b>	<b>95 608 628</b>	<b>96,24%</b>

Il convient de distinguer les recettes globalisées et les recettes fléchées.

### 1.1. Les recettes globalisées.

Les recettes globalisées s'élèvent à **75 891 143 €**, soit un taux d'exécution de 98,80 %. Les recettes globalisées prévisionnelles représentaient un montant de 76 809 588 €.

La progression de 6.33 % (+ 4 517 860 €) par rapport à l'exercice 2023 repose essentiellement sur les recettes propres (+ 2 951 181 €) et les autres financements de l'Etat (+ 1 169 633 €). La subvention pour charge de service public, quant à elle, progresse de 575 102 €.

L'analyse de ces différentes recettes est détaillée infra.

#### a) Subvention pour Charge de Service Public (SCSP)

La subvention pour charge de service public 2024 s'élève à **32 890 397 €** (32 315 295€ en 2023 soit +1,8 % par rapport à 2023, mais +114 % par rapport à 2019, avant la crise sanitaire) et se décompose de la manière suivante :

- Subvention socle hors mesures spécifiques : 14 511 915 € ;
- SCSP non répartie BI 2024 (part solidarité) : 1 544 491€ ;
- Compensation du repas à 1 € (budget initial et budgets rectificatifs) : 3 923 811 € ;
- Mesures de soutien aux étudiants : 424 977 € ;
- Protection sociale complémentaire : 145 800€ ;
- Compensation du gel des loyers pour les étudiants pour l'année universitaire 2023-2024 : 1 651 831 € (l'évolution de l'IRL applicable pour l'année universitaire 2023-2024 a conduit à une hausse de la compensation allouée par l'Etat au CROUS entre 2023 et 2024. Cette mesure, prolongée notamment du fait de la crise sanitaire depuis le 1er janvier 2020 et jusqu'au 1er septembre 2024, a toujours fait l'objet d'une compensation par l'Etat) ;
- Développement de la restauration agréée : 1 849 340 € ;
- Accompagnement du développement de l'apprentissage : 45 000 € ;
- Subvention complémentaire du Ministère pour le financement des mesures RH : 2 862 698 € ;
- Compensation de la prise en charge par le Crous du CAS pension (parts patronales et salariales) : 5 890 534 €.

Elle vise à compenser principalement non seulement la baisse des recettes propres en restauration (compensation du dispositif du repas à 1€ pour l'ensemble des étudiants boursiers et précaires sur toute l'année 2024) mais également diverses mesures RH nationales.

#### b) Autres financements de l'Etat

Les recettes s'élèvent à **1 845 899 €** contre 676 266€ en 2023 soit une augmentation de 172.95% et un taux d'exécution de 102.17% par rapport aux recettes prévisionnelles.

Depuis 2022, le CROUS a pu prétendre aux aides liées à l'amortisseur électricité et au bouclier tarifaire énergétique pour certaines de ses structures et c'est sur cette nature de recettes que les versements afférents ont été enregistrés. La recette du bouclier pour l'année 2023 s'élève à 1 023 442€ (contre 596 069€ en 2023). En 2024, le CROUS pouvait encore prétendre au bouclier tarifaire et la recette sera encaissée en 2025.

Par ailleurs, le CROUS s'est vu notifier une subvention au titre du fonds vert de l'Etat d'un montant de 166 342€ pour l'axe 1 « Passage au 100% BIO dans les restaurants universitaires sur les fromages frais et steaks hachés surgelés. Passage au Label rouge sur la viande de porc fraîche et partie de la charcuterie. Passage en SIQO 100% beurre et camembert ».

Le Crous comptabilise enfin une recette de 588 518 € au titre des primes CEE pour 177 356€ (Résidence Triolo, RU Lens et Chatillon), une subvention Projet Efficacité Energétique RU Béthune pour 174 197€ et deux primes Energie pour la Résidence Galois (215 069€) et le RU Chatelet (21 895€).

c) Fiscalité affectée

Le montant de la quote-part de la CVEC revenant au CROUS au titre de la campagne 2023-2024 s'élève à **1 836 761 €**, après péréquation nationale réalisée par le CNOUS (application du décret n°2019-685 du 28 juin 2019). Il est en progression de 11.90 % par rapport à la campagne 2022-2023 et de 18.59% par rapport à la campagne 2021-2022. Le montant individuel de la contribution en 2023-2024 s'établit à 100 €, contre 95 € en 2022-2023.

d) Autres financements publics

Le montant des autres financements publics s'élève à **518 915 €**, soit un taux d'exécution de 66.19 % du budget prévisionnel (784 000 €). Ils sont en baisse par rapport à ceux de 2023 (- 41.84 %, soit - 373 345 €).

Cette baisse par rapport à l'année précédente porte quasi exclusivement sur les recettes issues de la subrogation qui baissent de 153 072 € soit -31.51 % par rapport à 2023. Elle est donc liée à la baisse de l'absentéisme des personnels ouvriers qui passe de 12 à 8%.

Les autres subventions perçues sur cette imputation sont relativement stables par rapport à 2023. Elles correspondent à la subvention des contrats étudiants pour 60 000€ et aux frais de gestion 2023/2024 de l'aide à la Restauration pour 100 000€ du conseil régional des Hauts de France et à l'accompagnement par le FIPHP des personnels en situation de handicap (25 724 € contre 44 777€ en 2023).

En revanche, le CROUS avait perçu, en 2023, les frais de gestion 2021/2022 et 2022/2023 de l'aide à la Restauration du conseil régional des Hauts de France.

e) Recettes propres

Produits issus des activités essentiellement marchandes du Crous, les ressources propres s'élèvent en 2024 à **38 799 171 €** et sont exécutées à hauteur de 98.25 % par rapport aux recettes prévisionnelles (39 491 707 €).

Il convient d'ailleurs de souligner le bon taux d'exécution pour les recettes sur ressources propres, à hauteur de 98,25%, grâce à de meilleures projections, notamment sur les recettes de la restauration.

- Hébergement

Prévus à hauteur de 29 911 000 €, les produits de l'hébergement ont été exécutés à hauteur de 98,37% en 2024, soit **29 421 914 €** (contre 29 146 047 € en 2019).

- Restauration

Les recettes comptabilisées sur 2024 s'élèvent à **9 274 508 €**, contre une prévision de 9 450 707 €, soit un taux d'exécution de 98.14 % (contre 10 715 831€ en 2019).

En termes de recettes, l'année 2024 est donc marquée, comme les autres années post-crise sanitaire, par une baisse significative des recettes propres par rapport à la période d'avant la pandémie, même si celles-ci sont en augmentation constante depuis 2020 (+12% entre 2023 et 2024).

La principale raison est la perte de recettes en restauration dû à la tarification du repas social à 1€ pour les étudiants boursiers et précaires (dont les étudiants bénéficiant des 100 « repas gratuits » de la Région) et ce, malgré une activité accrue en restauration. Ainsi, 64,56 % des repas étudiants vendus au Crous de Lille en 2024 étaient au tarif de 1€ en 2024. Les recettes propres s'accroissent néanmoins, en restauration comme en hébergement.

**Un focus de l'activité marchande en recettes et en dépenses sera présenté en point III.**

▪ Autres recettes propres

Prévues à hauteur de 130 000 €, les autres recettes propres s'élèvent à **102 750 €**, soit un taux d'exécution de 79.04 %. Elles sont en baisse de 79.83%, soit – 406 587 € par rapport à l'exercice 2023.

Elles sont principalement dues à des remboursements divers : apurements, frais Campus France, frais de gestion MAA

Une baisse de 250 000€ avait prévue au budget initial car liée à l'abandon des frais de gestion DSE.

On note également une baisse de ces recettes due à l'arrêt de la mise à disposition d'un agent (36 000€), une baisse des ventes DNID (-15 000€).

**1.2. Recettes fléchées**

Les recettes fléchées s'élèvent à **19 717 486 €**, pour 22 531 216 € ouverts au budget, soit un taux d'exécution de 87.51 %.

Ces recettes concernent quasi exclusivement des opérations d'investissement et sont donc liées à l'avancée des travaux.

Un focus sur l'investissement du CROUS est présenté au point V.

On distingue trois types de recettes fléchées :

a) Subventions pour charges d'investissement fléchées et autres financements de l'Etat fléchés

Ces recettes s'élèvent à **15 849 065 €** contre 18 503 222 € prévus au budget, soit un taux d'exécution de 85.66 %.

La Subvention pour charges d'investissement concerne les contrats signés à compter du 01/01/2024.

Les autres financements de l'Etat fléchés concernent les contrats signés avant le 01/01/2024 ou avenants signés en 2024 et relatifs à des contrats antérieurs à 2024.

Le CROUS a un grand nombre d'opérations en cours qui comprennent les deux natures de recettes c'est pourquoi il est plus lisible de les associer pour l'analyse :

Code Opération	Opérations	Recettes	Règlements/	Solde	% de réalisation
PRE2024	TRANSITION ENERGETIQUE 2024	40 000,00 €	279 524,13 €	- 239 524,13 €	698,81%
CP2024001	CPER REHABILITATION JEAN ZAY	200 000,00 €	542 940,45 €	- 342 940,45 €	271,47%
CT2019001	REHABILITATION GALOIS A B C D	18 690,00 €	18 690,00 €	- €	100%
PRE2023	PLAN DE RESILIENCE 2023	312 030,00 €	311 855,44 €	174,56 €	99,94%
REBTMOGH	Réhab bat Bachelard Met O Bouger Get	4 163 542,00 €	3 961 012,86 €	202 529,14 €	95,14%
CT2018003	UNITE CENTRALE D'ASSEMBLAGE	8 424 460,00 €	7 471 345,00 €	953 115,00 €	88,69%
CT2022001	BOUCHER J	2 968 000,00 €	2 497 083,00 €	470 917,00 €	84,13%
CT2020002	CONSTRUCTION GALOIS VILLAGE 2	619 500,00 €	379 140,00 €	240 360,00 €	61,20%
CT2023002	ETUDES DE FAISABILITE MOUSSERON	246 500,00 €	121 400,00 €	125 100,00 €	49,25%
CT2024003	REHABILITATION ROBESPIERRE	70 000,00 €	34 105,00 €	35 895,00 €	48,72%
CT2023001	REHABILITATION CAMUS X ET W	607 900,00 €	231 888,00 €	376 012,00 €	38,15%
CT2020004	ETUDES TRAVAUX PROJET MEL	- €	81,14 €	- 81,14 €	0
CT2024002	MUTUALISATION NCA	120 000,00 €	- €	120 000,00 €	0
CT2024004	GROS TRAVAUX 3 LACS	38 000,00 €	- €	38 000,00 €	0
CT2024005	GROS TRAVAUX RU CALAIS	103 100,00 €	- €	103 100,00 €	0
CT2024006	GROS TRAVAUX RU BARROIS	80 000,00 €	- €	80 000,00 €	0
CT2024007	GROS TRAVAUX RU BETHUNE	64 500,00 €	- €	64 500,00 €	0
CT2024008	GROS TRAVAUX RU CHATELET	41 500,00 €	- €	41 500,00 €	0
CT2024009	GROS TRAVAUX RU BOULOGNE	85 000,00 €	- €	85 000,00 €	0
CT2024010	GROS TRAVAUX RU FLERS	45 000,00 €	- €	45 000,00 €	0
CT2024011	GROS TRAVAUX RU LENS	148 500,00 €	- €	148 500,00 €	0
CT2024012	GROS TRAVAUX RU MONT HOUY 1	77 000,00 €	- €	77 000,00 €	0
CT2024014	GROS TRAVAUX RU TOURCOING	30 000,00 €	- €	30 000,00 €	0
		18 503 222,00 €	15 849 065,02 €	2 654 156,98 €	85,66%

Concernant les opérations Transition Energétique 2024 (081 Plan de Résilience + 279 524 €) et CPER Jean Zay (081 + 166 915 € et 30C CPER Etat + 238 846 €), les fonds ont été versés en amont de la consommation des crédits de paiement. La recette n'avait donc pas été prévue budgétairement.

Il est à noter que l'opération gros travaux Restaurants (712 600€) a été notifiée au dernier BR du CNOUS et sera reprogrammée ainsi que les reliquats des autres opérations au prochain BR du CROUS et enfin que l'appel de fonds concernant le CT2024002 est en attente de versement car il a été envoyé tardivement.

#### b) Autres financements publics fléchés

Les autres financements publics fléchés représentent des encaissements à hauteur de **3 868 421 €** contre 4 027 994€ prévus au budget soit un taux d'exécution de 96.04 % de la prévision budgétaire.

Ils sont constitués :

Du Fonds Régional Social d'Urgence 2023/2024 versé par le Conseil Régional des Hauts de France pour 540 000 € (soit 100%) ;

De la subvention de la MEL pour la réhabilitation des bâtiments MOGH des Résidences Bachelard et Boucher à hauteur de 3 328 421€ contre 3 487 994 € prévus au budget (soit 95.43%).

Le vote de deux Budgets Rectificatifs en juin et décembre 2024 a permis un ajustement des prévisions au long de l'année et un atterrissage prévisionnel plus réaliste.

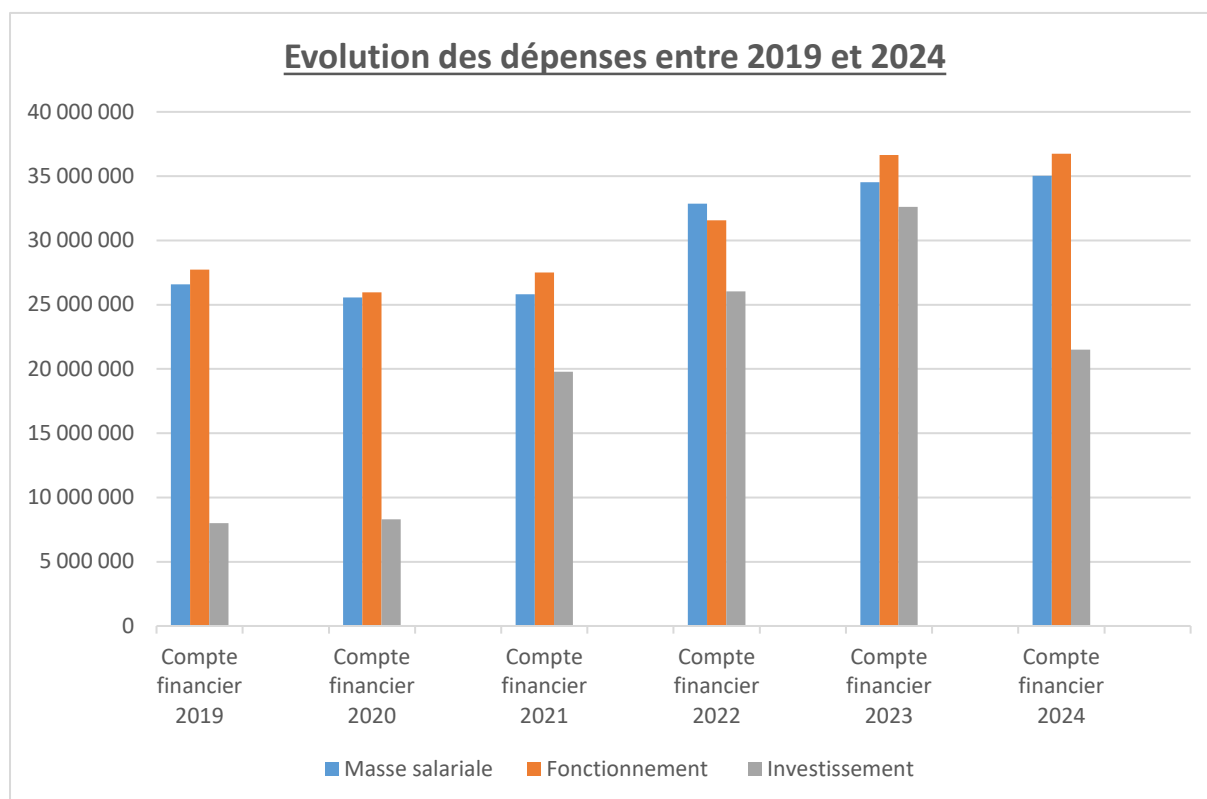
En matière de recettes, des réajustements ont permis notamment d'intégrer :

- L'augmentation de la SCSP (prise en compte des mesures RH, compensation des repas à 1€, aide à la pré-certification des comptes, etc) ;



- Une baisse sur les recettes propres liée à la suppression des frais de dossier étudiant pour la campagne de bourses 2024-2025 ;
- Les recettes du Plan de résilience 2 ;
- Les recettes du bouclier tarifaire ;
- Les recettes liées à l'appel à projet « Transition énergétique 2024 ;
- Les recettes liées à des certificats d'économie d'énergie ;
- Les recettes liées au Fonds Vert de l'Etat.

## 2. DEPENSES



Les autorisations d'engagement exécutées s'élèvent à **74 831 659 €**, soit **91.33 %** des crédits ouverts au budget rectificatif n°2 (81 939 181 €).

Tableau 1 - Consommation des AE

Enveloppe	AE votées en BI 2024	AE votées en BR2 2024	Engagements au 31/12/2024	% de réalisation
<b>MASSE SALARIALE</b>	35 150 000	35 600 000	35 029 125	98,40%
<b>FONCTIONNEMENT</b>	30 106 222	31 926 412	29 217 104	91,51%
<b>INVESTISSEMENT</b>	15 251 000	14 412 769	10 585 430	73,44%
	<b>80 507 222</b>	<b>81 939 181</b>	<b>74 831 659</b>	<b>91,33%</b>

La comparaison avec le montant des AE des années précédentes n'est pas significative dans la mesure où les AE peuvent évoluer fortement en fonction du nombre et de l'importance des engagements pluriannuels contractés par le Crous ainsi que de l'ampleur et du nombre de projets immobiliers. Le taux d'exécution est néanmoins en baisse de 6.03% par rapport à 2023.

**Les crédits de paiement s'élèvent à 93 287 934 €, soit un taux d'exécution de 92.21 % des crédits ouverts au budget rectificatif n°2 (101 171 434 €).**

Tableau 2 - Consommation des CP

Enveloppe	CP votés en BI 2024	CP votés en BR2 2024	Décaissements au 31/12/2024	% de réalisation
<b>MASSE SALARIALE</b>	35 150 000	35 600 000	35 029 125	98,40%
<b>FONCTIONNEMENT</b>	39 734 822	39 258 381	36 754 216	93,62%
<b>INVESTISSEMENT</b>	27 837 180	26 313 053	21 504 593	81,73%
	<b>102 722 002</b>	<b>101 171 434</b>	<b>93 287 934</b>	<b>92,21%</b>

Les crédits de paiement 2023 s'élevaient à 103 790 457 € et le taux d'exécution était supérieur (- 6.79 points). Mais la comparaison n'est pas non plus significative notamment en raison de l'impact des opérations immobilières (- 11 098 830 €). Ainsi, l'analyse doit-elle être réalisée par enveloppe.

## 2.1 Personnel

### a) Emplois.

L'autorisation d'emploi sous plafond du CROUS de Lille pour l'année 2024 reste fixée par le CNOUS à 814 ETPT. L'exécuté sous plafond en ETPT pour l'année 2024 est de 769 ETPT, ce qui représente 94,5% des autorisations d'emploi.

Pour rappel, depuis le 30/06/23, une nouvelle méthode de décompte demandée au niveau national a entraîné mécaniquement une baisse importante de la consommation sous plafond. Ainsi, dans les ETPT consommés, ont été ôtés les contractuels en position d'Accident de travail, Maladie professionnelle, Congé de Grave Maladie, congé maternité ou paternité, ainsi que les fonctionnaires en Congé de Longue Durée. Ces agents non comptabilisés sont nommés « ETPT suspensifs ». Ce volume d'ETPT suspensifs est de 33 pour l'année 2024, soit un niveau très inférieur à celui de 2023 (42 ETPT suspensifs).

### b) Enveloppe de masse salariale.

Pour cette enveloppe, le montant des autorisations d'engagement est égal à celui des crédits de paiement.

Les dépenses de personnel s'élèvent en 2024 à 35 029 125 €, soit un taux d'exécution de 98,35 % de l'enveloppe ouverte à hauteur de 35 600 000 €.

En matière de dépenses, on note tout d'abord une légère hausse (+1,44 %, par rapport à l'année 2023) de la masse salariale. Celle-ci intègre comme en 2022 et 2023 le montant total des cotisations retraites

des fonctionnaires (CAS pensions) soit 16,5% des dépenses de personnel, les impacts de la hausse de l'activité en restauration (dont le démarrage de l'unité centrale d'assemblage en fin d'année 2024) et les différentes mesures nationales ou locales:

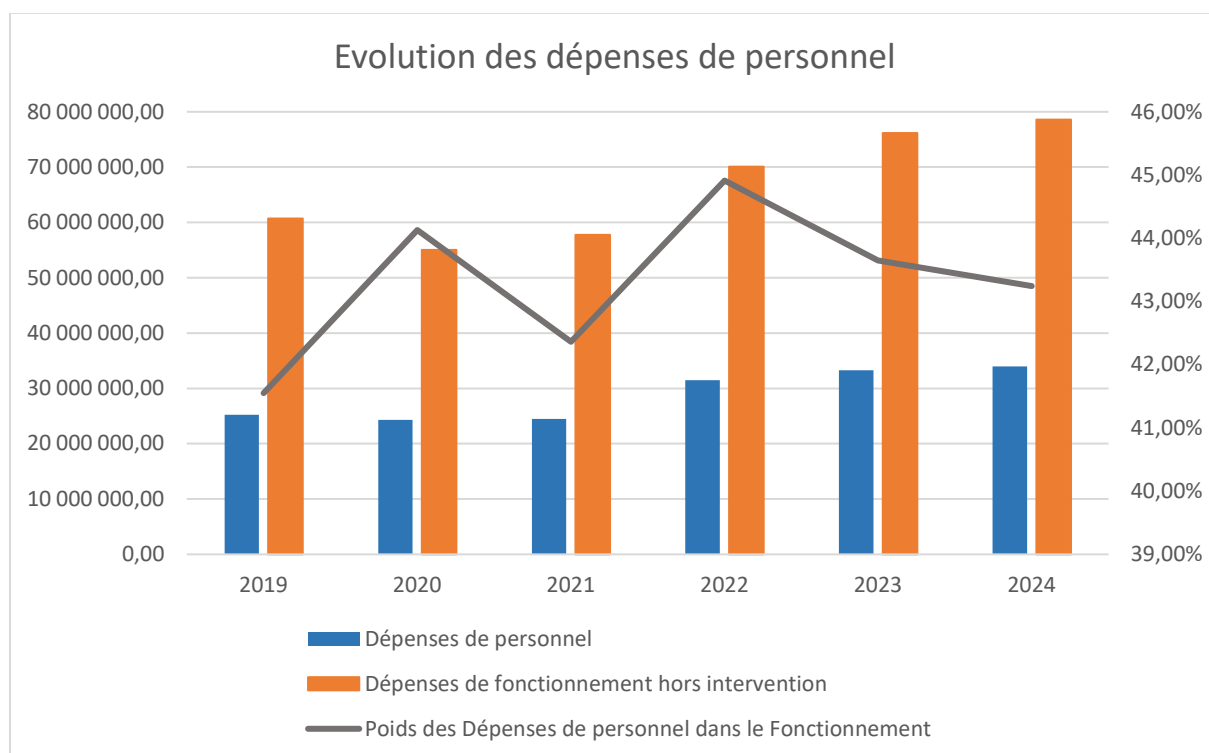
- Le versement de l'indemnité de fin de contrat aux CDD étudiants, avec un impact de 86 200€ ;
- L'extension en année pleine de la revalorisation des bas salaires pour les CDD sur poste vacant, soit un montant de 90 000€ ;
- La revalorisation et le resoclage de la filière ITRF, à partir de septembre 2024 (pas encore intervenus pour cette filière contrairement à la filière administrative), dont le coût s'élève à 48 000€ pour 2024 ;
- La revalorisation du régime indemnitaire de la filière sociale, avec effet rétroactif au 1er janvier 2024, pour un impact de 21 000€.

Une partie de ces mesures a fait l'objet d'une compensation par le biais de la SCSP.

Par ailleurs, l'impact de l'ouverture de l'unité centrale d'assemblage et du restaurant administratif sur les dépenses de personnel reste pour le moment limité en raison d'une montée en charge intervenue en fin 2024.

Enfin, l'impact des ouvertures/fermetures de résidences au fur et à mesure des travaux de construction et de réhabilitation reste maîtrisé au regard de la dynamique globale (compensation ouvertures/fermetures).

La part des dépenses de personnel dans le fonctionnement est plutôt stable (légère baisse de 0,9%) au regard des années précédentes : cette évolution s'explique à la fois par la légère hausse de la masse salariale (en raison notamment de l'intégration de différentes mesures RH) et une augmentation supérieure, quoique limitée, des dépenses de fonctionnement.



La moindre réalisation des projections de masse salariale résulte principalement d'une montée en charge plus progressive qu'attendue de l'Unité Centrale d'Assemblage (montée en charge qu'il importait d'anticiper pour garantir une marge de manœuvre) d'un impact plus faible que prévu de plusieurs mesures RH (par ex, indemnité de fin de contrat des étudiants) ainsi que d'une inscription en BR du versement de 3 capitaux décès qui n'ont finalement pas pu être versés en 2024 en raison des délais de traitement.

## 2.2 Fonctionnement

**Les autorisations d'engagement** consommées s'élèvent à **29 217 104 €**, soit un taux de consommation de 91.51 % des crédits budgétaires ouverts (31 926 412 €). Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement est inférieur à celui de 2023 de 6.88 points (98.39 %).

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT PAR NATURE					
Code Nature	Libellé Nature	Autorisations d'engagement	AE consommés	Solde	% de réalisation
DALI	Alimentaire	7 257 500,00 €	6 840 107,60 €	417 392,40 €	94%
DLOC	Loyers et charges versés	3 688 000,00 €	3 651 889,02 €	36 110,98 €	99%
DVIA	Viabilisation	9 485 000,00 €	7 611 355,87 €	1 873 644,13 €	80%
DENT	Entretien et Equipement	4 486 339,00 €	4 273 837,46 €	212 501,54 €	95%
DFGE	Frais généraux	4 650 022,00 €	4 684 387,00 €	- 31 428,53 €	101%
DPFI	Participations financières	2 359 551,00 €	2 155 527,56 €	204 023,44 €	91%
		31 926 412,00 €	29 217 104,00 €	2 709 308,00 €	92%

Cette exécution appelle les observations suivantes :

- Les autorisations d'engagement de la sous-enveloppe « Denrées alimentaires » sont consommées à hauteur de 94 % pour un montant de 6 840 108 €. Cette sous enveloppe est en augmentation de 7.09% par rapport à 2023 (+ 452 602 €). Cette augmentation des dépenses est due à une activité qui a encore progressée en 2024 (+ 122 286 équivalents repas, soit + 5.40 % par rapport à 2023) est le résultat combiné.

L'enveloppe reste néanmoins sous consommée par rapport à la prévision de 417 392 € en raison de deux facteurs cumulatifs :

- la relative stabilisation à un niveau haut des prix des denrées alimentaires (augmentation moyenne de 6% des prix sur l'ensemble des marchés nationaux en 2024 après 16% en 2023 et 20% en 2022).
- la gestion rigoureuse des équipes de restauration du CROUS et aux marchés nationaux. Ainsi, le coût denrées par repas a progressé de 2.5 % par rapport à 2023 (+12.09% en 2023), soit 4.5 points de moins que la hausse des dépenses alimentaires.

Ces chiffres et ces observations valent pour les crédits de paiement de cette sous-enveloppe.

- La sous-enveloppe « Loyers et charges versés » est exécutée à hauteur de 99% pour un montant de 3 651 356 €.
- La sous-enveloppe « Entretien » est consommée à hauteur de 95 % pour un montant de 4 273 837 € (+9.92% par rapport à 2023). Elle témoigne de l'engagement fort du Crous pour la remise en état des logements (vétusté, dégradations), la maintenance (CVC, VMC, SSI, anti intrusion, équipements froid/chaud), la location de linge professionnel et les réparations.
- La sous-enveloppe « Frais généraux » est exécutée à hauteur de 101 % pour un montant de 4 684 387 €. Il est à noter que, sur cette sous-enveloppe, sont notamment imputés les frais de gestion et de fonctionnement liés à la Cité Marianne (206 000€), les frais de fonctionnement du DUSVA sur la Cité Scientifique (630 000 €), le gardiennage du Site de Lille (220 000€), la pré-certification (69 000€), la cotisation à la Centrale d'Achat (72 000€), la cotisation à la plateforme téléphonique (110 000 €). Comme pour les dépenses d'entretien, le reste des engagements résulte du renouvellement de marchés (copieurs, etc.), de dépenses courantes relatives aux frais généraux (fournitures administratives et de bureau, remplacement de petit mobilier/premier équipement des logements réhabilités, etc).
- La sous-enveloppe « Participations financières » est consommée à hauteur de 91 % pour un montant de 2 155 528 €. Sur cette sous-enveloppe sont imputés les engagements relatifs à la restauration agréée pour 1 343 166€ (1 029 019 € en 2023 soit +30.53%) et les engagements de la CVEC et de la Culture dont un focus détaillé est proposé en point IV.
- La sous-enveloppe « Viabilisation » est consommée à hauteur de 80 % pour un montant de 7 611 356 € (contre 9 790 397€ en 2023 soit une baisse de 22.26%). Suite au changement de SIRET, le fournisseur d'électricité et de gaz n'a envoyé les factures pour la période juin à début décembre 2024 pour tous nos sites que fin novembre 2024. Il nous a donc été impossible de réévalué l'enveloppe avant le dernier BR.

Toutefois, les dépenses de viabilisation retrouvent leur trajectoire de 2022 (+0.6%) mais elles restent supérieures à celles de 2021 (5 463 976 €, soit + 39.76 %) et continuent de peser lourdement sur le résultat du CROUS.

Nous avons pu étudier l'évolution des tarifs entre 2023 et 2024 et constater :

- Une baisse de 59% pour l'électricité, de 6% pour le carburant et de 36% pour le gaz
- Une augmentation de 13% pour l'eau.

Ces chiffres et ces observations valent pour les crédits de paiement de cette sous-enveloppe.

**Les crédits de paiement** s'élèvent à **36 754 216 €**, soit un taux de consommation de 93.62 % des crédits ouverts (39 258 381 €), en baisse de 5.05 points par rapport au taux de consommation 2023.

La légère hausse du montant des crédits de paiement consommés par rapport à l'exercice 2023 (+0.27% ; + 99 620 €) marque une certaine stabilisation des dépenses de fonctionnement (+0,27%) après la hausse continue constatée depuis la crise sanitaire qui s'explique par le ralentissement de l'inflation en 2024, la baisse des tarifs de l'énergie et la maîtrise des dépenses par l'établissement.

CREDITS DE PAIEMENT PAR NATURE					
Code Nature	Libellé Nature	Crédits de paiement	Règlements	Solde	% de réalisation
DALI	Alimentaire	7 257 500,00 €	6 840 107,60 €	417 392,40 €	94%
DLOC	Loyers et charges versés	10 192 500,00 €	9 927 884,22 €	264 615,78 €	97%
DVIA	Viabilisation	9 485 000,00 €	7 645 725,73 €	1 839 274,27 €	81%
DENT	Entretien et Equipement	4 209 139,00 €	4 104 677,31 €	104 461,69 €	98%
DFGE	Frais généraux	5 931 430,00 €	6 095 993,15 €	-164 563,15 €	103%
DPFI	Participations financières	2 182 812,00 €	2 139 827,89 €	42 984,11 €	98%
		39 258 381,00 €	36 754 215,90 €	2 504 165,10 €	94%

Cette consommation de crédits appelle les observations suivantes :

- La sous-enveloppe « Denrées alimentaires » fait appel aux mêmes observations que les autorisations d'engagement.
- La sous-enveloppe « Loyers et charges versés » est consommée à hauteur de 97% pour un montant de 9 927 884 €. La non-consommation de 264 616 € s'explique par des régularisations des charges en notre faveur (42 000€), des déductions de loyers sur la Résidence Bernanos pour des logements impropres à la location (72 000 €) et des redevances dont le paiement est suspendu pour des litiges avec le bailleur et par la non-réception de factures en fin d'année 2024 qui, habituellement, sont payées en décembre (150 000€ au global).
- La sous-enveloppe « Viabilisation » fait appel aux mêmes observations que les autorisations d'engagement.
- La sous-enveloppe « Entretien et Equipement » est consommée à hauteur de 98% pour un montant de 4 104 677 €.
- La sous-enveloppe « Frais Généraux » est consommée à hauteur de 103% pour un montant de 6 095 993€ (contre 4 569 313 € en 2023 soit + 33.41%). Le CROUS a perçu en 2023 les aides amortisseurs électricité et bouclier tarifaire, après constatation de cette erreur, la société ENGIE a demandé le remboursement de l'amortisseur (98 680€).

Il est également à noter qu'une harmonisation des natures et des comptes a été effectuée par la BNA dans le logiciel EPONA. Certaines dépenses passant ainsi de la nature DFGE à la nature DENT et inversement. On remarquera donc que les 2 natures s'équilibrent pour atteindre les 100%.

- La sous-enveloppe « Participations Financières » est consommée à hauteur de 98% pour un montant de 2 139 828 € (contre 1 889 016 € en 2023 soit + 13.28%). Pour la partie CVEC et Culture, la consommation de cette enveloppe est sujette à l'avancée des projets et nécessite une attention particulière. Un ajustement des crédits inscrits sur 2024 a été réalisé lors du BR2 pour accompagner les consommations différées et la reprogrammation au BI2025 d'un montant de 775 000€.

Bien que stabilisé, le niveau des dépenses de fonctionnement reste très supérieur au niveau d'avant la crise sanitaire (+32,5% par rapport à 2019). Ce niveau élevé des dépenses de fonctionnement est multifactoriel : il conjugue les effets durables de l'inflation sur la période 2022-2024 et la hausse des

dépenses de viabilisation (+ 20,78 % entre 2019 et 2024), à celle des dépenses alimentaires (+40,9% entre 2019 et 2024) en raison des effets cumulés de la hausse de l'activité et de celle des coûts des denrées.

Le vote de deux Budgets Rectificatifs en juin et décembre a permis un ajustement des prévisions au long de l'année et un atterrissage prévisionnel plus réaliste en AE/CP.

Ainsi, des ajustements ont été faits en AE et en CP :

- réajustement des dépenses de viabilisation (- 1 239 000 €) et ajustement des dépenses alimentaires (+1 239 000 €) au plus près de l'activité après le BR1 2024 ;
- ajustement des dépenses de participation aux frais généraux de la Cité Marianne, ajustement des engagements liés à de nouveaux marchés publics.

### 2.3 Investissement.

Les **autorisations d'engagement** s'élèvent à **10 585 430 €**, soit un taux d'exécution de 73.44 % des crédits ouverts s'élevant à 14 412 769 €.

Au cours de l'année 2024, le Crous a poursuivi son programme en matière de réhabilitation : la consommation est en hausse (+11%) entre 2023 et 2024 et directement liée aux nouveaux programmes (Robespierre et Jean Zay) lancés par le CROUS (bien qu'à un niveau inférieur à 2021 et 2022, en raison d'une programmation d'AE particulièrement élevée sur ces années : recettes fléchées particulièrement importantes en 2021 et 2022 au regard de la programmation des opérations de réhabilitation, AE sur ressources propres mécaniquement très élevées en 2022 en raison de l'emprunt pour l'opération Galois Village 2).

Les **crédits de paiement** s'élèvent à **21 504 593 €**, soit un taux d'exécution de 81.73% des crédits ouverts s'élevant à 26 313 053 €.

La consommation est en baisse de 43% par rapport à 2023 (32 603 423 €) : elle se maintient en réalité à un niveau important, bien qu'inférieur aux années 2022 et 2023, du fait de la poursuite du programme de remise à niveau et d'extension du parc de logements et à la réalisation de l'Unité centrale d'assemblage et ses différentes composantes. La consommation de CP sur recettes fléchée reste assez stable en dépit d'une légère baisse (-4%).

Il est à noter qu'au BR2, le CROUS avait fait des ajustements en AE (- 7 320 000 €) et en CP (- 2 655 000 €) pour la réhabilitation des résidences Jean Zay, Robespierre, Camus X et W et Mousseron, l'ajustement de projets retenus dans l'appel à projet « Transition Energétique 2024 » (résidences Jean Zay et Georges Lefèvre, restaurant la Mi-Voix à Calais) et une déprogrammation de dépenses sur ressources propres pour l'Unité Centrale d'Assemblage. Ces montants ont été réinscrits au BI 2025

En matière d'investissement, le décalage s'explique en partie par des retards pris sur certaines opérations en raison de contraintes techniques (Mousseron) ou humaines (départ de plusieurs agents du service patrimoine, réduit temporairement à la moitié de ses effectifs). Ces retards n'ont pu être que partiellement compensés en fin d'année, engendrant un décalage dans la programmation (1,6M€ en CP).

La moindre exécution en investissement relève également d'une consommation à cheval sur 2 exercices, et principalement en 2025, des crédits d'urgence de la restauration notifiés en décembre (712 600€) ainsi que de la non-consommation de 2,5M€ en AE et en CP correspondant à la TVA de

l'opération Galois-Village 2 (Kromos'home), non-consommation en raison d'une difficulté technique liée à la mise en œuvre du dispositif fiscal de « livraison à soi-même ». Ces crédits feront l'objet d'un report en BR1 en 2025.

On constate par ailleurs une baisse des dépenses d'investissement, corrélée à la livraison de différentes opérations de réhabilitation ou restructuration.

Le CROUS de Lille a poursuivi en 2024 un programme important de réhabilitations, tel que décrit dans le suivi d'exécution des opérations pluriannuelles et repris dans le tableau suivant :

Code Opération	Libellé Opération	Autorisations d'engagement	AE consommés	% de réalisation	Crédits de paiement	Règlements	% de réalisation
	Hors opération - Ressources Propres	2 273 000,00 €	1 500 302,14 €	66,01	2 133 000,00 €	1 601 329,55 €	75,07
CP2024001	CPER REHABILITATION JEAN ZAY	500 000,00 €	323 324,22 €	64,67	200 000,00 €	179 496,80 €	89,75
CT2013001	REHABILITATION BACHELARD L	- €	- €	0	30 820,00 €	29 987,64 €	97,3
CT2015001	CT2015001-RU DOUAI	- €	- €	0	31 553,00 €	24 437,62 €	77,45
CT2018003	UNITE CENTRALE D'ASSEMBLAGE	1 104 028,00 €	763 458,59 €	69,15	8 254 218,00 €	7 547 368,65 €	91,44
CT2019001	REHABILITATION GALOIS A B C D	- €	334,88 €	0	- €	182,14 €	0
CT2020001	SANITAIRES ROBESPIERRE	- €	2 877,25 €	0	- €	1 574,25 €	0
CT2020002	CONSTRUCTION GALOIS VILLAGE 2	131 555,00 €	140 198,20 €	106,57	454 566,00 €	217 927,41 €	47,94
CT2020004	ETUDES TRAVAUX PROJET MEL	- €	995,45 €	0	- €	- €	0
CT2022001	BOUCHER J	5 023 759,00 €	5 682 406,47 €	113,11	2 967 988,00 €	2 835 968,15 €	95,55
CT2023001	REHABILITATION CAMUS X ET W	855 076,00 €	828 481,88 €	96,89	607 814,00 €	340 508,73 €	56,02
CT2023002	ETUDES DE FAISABILITE MOUSSERON	213 280,00 €	131 141,80 €	61,49	246 472,00 €	121 348,56 €	49,23
CT2024002	MUTUALISATION NCA	120 000,00 €	119 010,44 €	99,18	120 000,00 €	119 010,44 €	99,18
CT2024003	REHABILITATION ROBESPIERRE	130 000,00 €	60 728,02 €	46,71	70 000,00 €	46 806,24 €	66,87
CT2024004	GROS TRAVAUX 3 LACS	38 000,00 €	32 469,00 €	85,45	38 000,00 €	16 029,00 €	42,18
CT2024005	GROS TRAVAUX RU CALAIS	103 100,00 €	36 286,67 €	35,2	103 100,00 €	3 926,52 €	3,81
CT2024006	GROS TRAVAUX RU BARROIS	80 000,00 €	27 230,53 €	34,04	80 000,00 €	- €	0
CT2024007	GROS TRAVAUX RU BETHUNE	64 500,00 €	- €	0	64 500,00 €	- €	0
CT2024008	GROS TRAVAUX RU CHATELET	41 500,00 €	4 330,43 €	10,44	41 500,00 €	- €	0
CT2024009	GROS TRAVAUX RU BOULOGNE	85 000,00 €	23 823,23 €	28,03	85 000,00 €	6 515,40 €	7,67
CT2024010	GROS TRAVAUX RU FLERS	45 000,00 €	17 080,12 €	37,96	45 000,00 €	5 686,20 €	12,64
CT2024011	GROS TRAVAUX RU LENS	148 500,00 €	22 234,20 €	14,97	148 500,00 €	19 673,15 €	13,25
CT2024012	GROS TRAVAUX RU MONT HOUY 1	77 000,00 €	43 524,04 €	56,53	77 000,00 €	- €	0
CT2024014	GROS TRAVAUX RU TOURCOING	30 000,00 €	- €	0	30 000,00 €	- €	0
FVE AXE 2	FVE 2 - EQUIP LUTTE GASPILLAGE ALIMENTAI	- €	86 654,97 €	0	- €	- €	0
PRE2023	PLAN DE RESILIENCE 2023	- €	- €	0	74 140,00 €	74 140,41 €	100
PRE2024	TRANSITION ENERGETIQUE 2024	315 000,00 €	296 071,16 €	93,99	40 000,00 €	- €	0
REBTMOGH	Réhab bat Bachelard M et O Bouger Get	228 471,00 €	187 519,84 €	82,08	7 769 882,00 €	7 801 778,07 €	100,41
RP2018003	UNITE CENTRALE D'ASSEMBLAGE	- €	- €	0	- €	- €	0
RP2020002	GALOIS VILLAGE 2	2 500 000,00 €	3 410,10 €	0,14	2 500 000,00 €	224 784,96 €	8,99



Le suivi financier global des opérations d'investissement se détaille pour sa part comme suit :

	Consommation 2019	Consommation 2020	Consommation 2021	Consommation 2022	Consommation 2023	Consommation 2024	Variation 2023- 2024
<b>Autorisations d'engagement</b>	<b>13 361 680</b>	<b>6 060 912</b>	<b>47 865 678</b>	<b>33 151 719</b>	<b>6 943 406</b>	<b>10 585 430</b>	<b>11%</b>
<i>AE sur ressources propres</i>	<i>1 970 936</i>	<i>1 922 303</i>	<i>2 087 321</i>	<i>15 198 899</i>	<i>2 356 568</i>	<i>1 547 040</i>	<i>-5%</i>
<i>AE sur crédits CVEC</i>	<i>16 692</i>	<i>171 244</i>	<i>125 436</i>	<i>353 014</i>	<i>231 736</i>	<i>259 952</i>	<i>8%</i>
<i>AE sur recettes fléchées</i>	<i>11 374 052</i>	<i>3 967 365</i>	<i>45 652 921</i>	<i>17 599 806</i>	<i>4 355 102</i>	<i>8 778 438</i>	<i>25%</i>
<b>Crédits de paiement</b>	<b>8 003 083</b>	<b>8 298 159</b>	<b>19 771 225</b>	<b>26 038 930</b>	<b>32 603 423</b>	<b>21 504 593</b>	<b>-43%</b>
<i>CP sur ressources propres</i>	<i>1 876 196</i>	<i>987 957</i>	<i>2 518 563</i>	<i>5 282 991</i>	<i>12 091 533</i>	<i>1 829 191</i>	<i>-194%</i>
<i>CP sur crédits CVEC</i>	<i>7 200</i>	<i>89 937</i>	<i>168 495</i>	<i>312 298</i>	<i>231 657</i>	<i>283 037</i>	<i>16%</i>
<i>CP sur recettes fléchées</i>	<i>6 119 687</i>	<i>7 220 265</i>	<i>17 084 167</i>	<i>20 443 641</i>	<i>20 280 233</i>	<i>19 392 365</i>	<i>-4%</i>

La consommation de CP sur ressources propres est en forte baisse, mais cette baisse tient principalement au niveau mécaniquement très élevé en 2023 en raison de l'emprunt pour l'opération Galois Village 2 (Kromos'home) et de l'opération UCA.

Ainsi, 2024 a vu la fin des travaux et la livraison des bâtiments G et H de la résidence Boucher qui faisait suite à la livraison en 2023 des deux bâtiments de la résidence Bachelard (M et O). Cette double opération représente un montant total de 24M€, financés à parts égales par les crédits Etat alloués dans le cadre du Plan de relance et par une subvention de la Métropole Européenne de Lille.

En 2024 a également été livrée l'Unité Centrale d'Assemblage sur le site de l'ancien restaurant Pariselle pour un coût total des travaux de 18 M€, financés à hauteur de 17,8 M€ par le Crous et abondés de 200 000€ sur fonds propres par le Crous de Lille. Le bâtiment comprend une unité de production permettant de restructurer toute la restauration diversifiée de la métropole lilloise, un restaurant administratif, la Table d'Henri, dédié aux personnels de l'enseignement supérieur et aux visiteurs, un lieu hybride, l'(S)Pace Pariselle, comportant lui-même cafeteria, boutique en libre-service, corner-coffee, frigos connectés à destination des étudiants.

Suite à des travaux bâtementaires ou des demandes des établissements d'enseignement, le Crous a également financé en 2024 l'équipement de deux nouvelles cafétérias : cafétéria de l'IUT pour 42 347,50 € TTC et cafétéria de l'IEP pour 32 437,52 € TTC

En 2024 se sont également poursuivis :

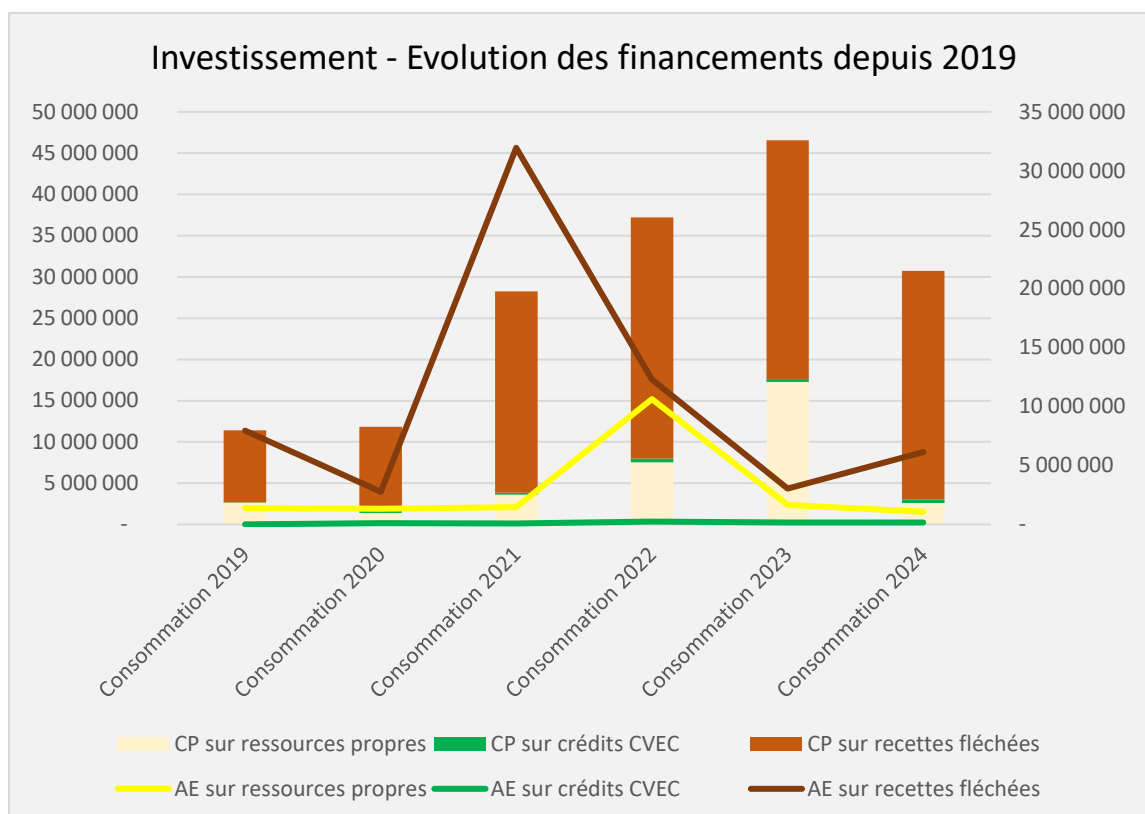
- les travaux de réhabilitation du bâtiment J de la résidence Boucher dont la réouverture est prévue en septembre 2025 (108 logements pour un montant 5,720 M€ principalement financés par le Cnous),
- la fermeture pour travaux de la résidence Jean Zay (134 logements, pour un budget de 7,777M€, financés dans le cadre du CPER et par le Cnous), avec une réouverture prévue en septembre 2026.

D'autres projets majeurs sont désormais lancés ou en phase d'étude sur Mons-en-Barœul (Robespierre) ou Valenciennes (Mousseron) afin de permettre la rénovation de résidences également vétustes en dehors de Villeneuve d'Ascq.

Dans le cadre de l'appel à projet « Transition énergétique 2024 » ont été lancés des travaux de raccordement au réseau de chaleur urbain pour la résidence Georges Lefèvre à Lille (120 000 €) et pour le restaurant la Mi-Voix à Calais (195 000€). Ces travaux doivent être livrés fin août 2025.

Enfin, le Crous a poursuivi en 2024 plusieurs opérations de maintenance et travaux sur les bâtiments existants :

- Réfection de l'étanchéité du restaurant d'Arras pour 385 506,24 € TTC ;
- Réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse du restaurant de Dunkerque pour 21 645,00 € TTC ;
- Remplacement de la laverie du restaurant Sully pour 172 024,17 € TTC ;
- Installation de la vidéosurveillance à la résidence Châtelet pour 156 611,25 € TTC ;
- Installation de la vidéosurveillance à la résidence Mousseron pour 61 832,07 € TTC ;
- Remplacement du SSI à la résidence Châtelet pour 108 225,82 € TTC ;
- Remplacement des cellules haute tension résidence Mermoz pour 42 055,43 € TTC ;
- Aménagement du service facturier (dans le cadre du déménagement des services centraux) pour 82 207,91 € TTC ;
- Raccordement au réseau de chaleur de la résidence et du restaurant de Béthune pour 128 230,75 € TTC.



### 3. EQUILIBRE FINANCIER ET TRESORERIE

Le solde budgétaire 2024 est excédentaire et s'élève à 2 320 696 €. La couverture des décaissements par les encaissements s'établit à 102.08 % (100.11 % en 2023) alors qu'elle avait été prévue au budget rectificatif n°2 à hauteur de 101.2 % (solde budgétaire déficitaire prévisionnel de 1 830 630 €). L'écart avec la prévision porte essentiellement sur les dépenses : 7 883 500 € non-consommés dont 2 504 165 € en fonctionnement, 4 808 460 € en investissement et 570 875 € en personnel. Les recettes n'ont pas non plus été réalisées intégralement : 3 732 174 € (918 445 € en-deçà de la prévision pour les recettes globalisées et 2 813 730 € en-deçà pour les recettes fléchées).

Concernant les opérations non budgétaires relevant des emprunts, prêts, dépôts et cautionnements, le solde exécuté entre encaissements et décaissements est légèrement inférieur à celui qui avait été estimé au budget : il s'élève à – 52 532 € alors que le prévisionnel était de – 120 265 € (écart de 67 733 €).

Les dispositifs d'intervention pour compte de tiers, les autres encaissements et les décaissements d'opérations gérées en compte de tiers présentent un solde de – 884 854 € € alors que le solde prévisionnel était de 20 000 €. Cet écart s'explique notamment par des décaissements de crédits relatifs aux bourses des ministères de l'agriculture et de la culture, à la TVA et à la CVEC plus importants que ce qui était prévu au budget.

L'exercice 2024 se solde par un abondement sur la trésorerie de 1 383 309 € alors que le dernier budget rectificatif prévoyait un prélèvement de 1 930 895 €, soit un écart de 3 314 204 € qui s'explique principalement par l'écart entre le solde budgétaire prévisionnel et le réalisé (écart de 4 151 326 €), par l'écart entre le prévisionnel et le réalisé sur les dispositifs d'intervention pour compte de tiers évoqué supra (écart de 864 854 €) et par l'écart entre le prévisionnel et le réalisé pour les autres encaissements non budgétaires (écart de 67 733 €).

Comme les années passées, la décomposition de la variation de trésorerie entre la part fléchée et la part non fléchée a été reconstituée manuellement. En effet dans le logiciel la notion d'opération équivaut à une dépense sur recettes fléchées alors que le financement peut être partiellement sur ressources propres.

Le prélèvement s'élève à 372 070 € sur la trésorerie fléchée et l'abondement à 1 755 379 € sur la trésorerie non fléchée. Pour la trésorerie fléchée, l'écart par rapport au prévisionnel est de 1 493 903 €.

La gestion 2024 présente un résultat patrimonial excédentaire de 1 679 778 €, une capacité d'autofinancement de 3 673 756 €, une augmentation du fonds de roulement de 3 146 601 € et une variation du besoin en fonds de roulement de 1 763 292 €. Lors du BR2, ces différents indicateurs étaient respectivement de 978 207 €, 2 178 207 €, - 3 576 557 € et - 1 645 662 €.

### III . Le suivi de l'activité marchande

L'objet de ce chapitre est d'aborder le suivi apporté aux deux activités dites « marchandes » de l'établissement, c'est-à-dire les deux activités sources de revenus : la restauration et l'hébergement.

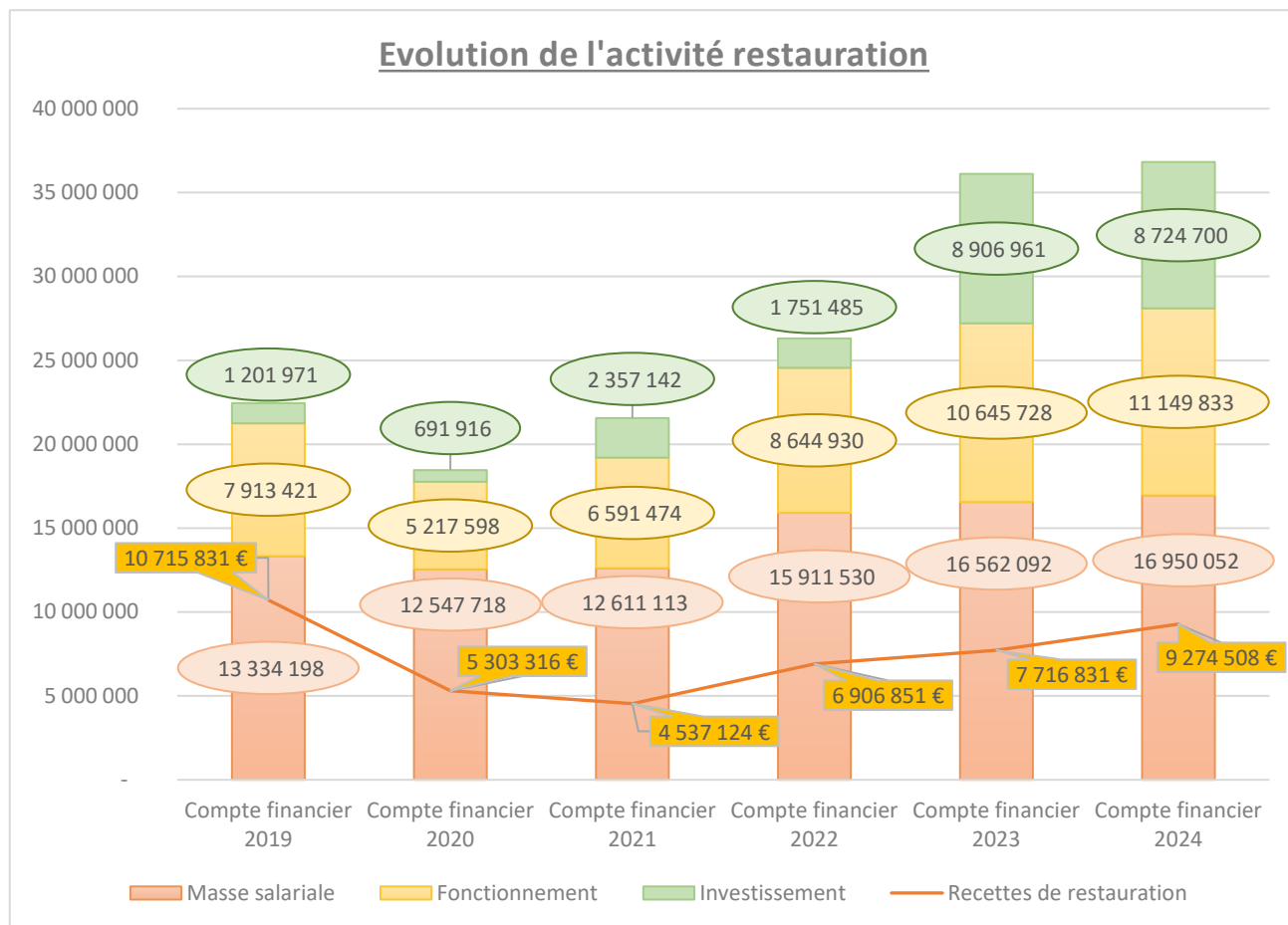
#### ❖ Restauration

Le CROUS de Lille enregistre en 2024 un **Chiffre d'Affaire** de **9 277 668 €** pour une **recette budgétaire** de **9 274 508 €**.

Depuis la crise sanitaire et la reprise de l'activité en restauration, cette activité est marquée par une fréquentation très soutenue, liée principalement à la mesure du repas à 1€ pour les étudiants boursiers et précaires. Ainsi, le Crous a servi 2 450 425 repas étudiants en 2024 contre 2 321 264 en 2023, niveau en constante progression depuis 2021 et largement supérieur à celui d'avant la crise sanitaire.

Cette hausse notable de l'activité se traduit certes par une hausse continue des recettes de la restauration depuis 2021, mais à un niveau néanmoins très inférieur à celui de 2019 en raison principalement de la tarification à 1€ pour les étudiants boursiers et précaires ainsi que, dans une moindre mesure, de la moindre fréquentation de la restauration par les personnels administratifs (en raison du développement du télétravail, mais aussi au regard des files d'attente plus ou moins importantes en fonction du site de restauration). Le niveau des recettes hors restauration étudiante varie en effet peu sur les 3 dernières années alors qu'il constitue un enjeu notable.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de ce secteur d'activité depuis 2019 :



La masse salariale est en légère augmentation (+2,34%) entre 2023 et 2024 mais en augmentation continue depuis 2020 en raison de la hausse de l'activité, du transfert à l'établissement du CAS pension des personnels fonctionnaires en 2022, et en raison de la mise en œuvre des mesures nationales RH. La hausse globalement contenue en 2024 relève à la fois de la maîtrise de cette dépense, d'un taux d'absentéisme moindre et de la montée en charge plus progressive que prévue de l'Unité centrale d'assemblage, des cafeterias liées et du restaurant administratif.

En matière de fonctionnement, on note également une hausse relative des dépenses (+4,74%), due presque essentiellement aux dépenses alimentaires (hausse de l'activité et hausse du coût des denrées), aux dépenses d'entretien (maintenance des structures fortement sollicitées) et de frais généraux. Concernant spécifiquement les dépenses alimentaires, on relève ainsi en 2024 une augmentation moyenne de 6% des prix sur l'ensemble des marchés nationaux (après 16% en 2023 et 20% en 2022). En revanche, grâce à une baisse globale des tarifs de l'énergie, les dépenses de viabilisation sont nettement en baisse (-25% entre 2023 et 2024) tout en restant à un niveau élevé. Cette baisse contribue à limiter la hausse des dépenses de fonctionnement

L'inflation qui demeure en dépit d'un ralentissement, la tarification à 1€ pour les étudiants boursiers et la hausse significative de la fréquentation ont désormais un effet durable et conséquent sur le modèle économique de la restauration universitaire.

L'ouverture de l'Unité centrale d'Assemblage (unité de production pour la restauration diversifiée de la métropole lilloise mais aussi le restaurant administratif et les structures de distributions de l'(S)Pace que sont la cafeteria, la boutique et les frigos connectés) a pour ambition d'agir sur plusieurs leviers :

- Elargissement de l'offre pour les étudiants (production accrue, nouvelles cafeterias, autres lieux de vente, mais aussi capacité d'accueil accrue sur les restaurants de la Cité Scientifique grâce à l'accueil des personnels au restaurant administratif, la Table d'Henri)
- Augmentation des recettes en diversifiant l'activité de restauration (traiteur, personnels, etc).

Dépenses hors restauration agréée						
	Compte financier 2019	Compte financier 2020	Compte financier 2021	Compte financier 2022	Compte financier 2023	Compte financier 2024
<b>Masse salariale</b>	<b>13 334 198</b>	<b>12 547 718</b>	<b>12 611 113</b>	<b>15 911 530</b>	<b>16 562 092</b>	<b>16 950 052</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>7 913 421</b>	<b>5 217 598</b>	<b>6 591 474</b>	<b>8 644 930</b>	<b>10 645 728</b>	<b>11 149 833</b>
<i>Alimentaire</i>	4 746 350	2 475 725	3 616 394	5 072 165	6 387 505	6 840 108
<i>Entretien - Equipement</i>	1 105 145	965 726	903 029	1 081 055	1 005 716	1 386 438
<i>Frais généraux</i>	794 065	847 132	1 054 119	927 540	901 996	1 117 825
<i>Loyers et charges versées</i>	90 753	96 559	107 172	160 039	156 618	162 682
<i>Participations financières</i>	40 193	-	19 172	19 123	-	-
<i>Viabilisation</i>	1 136 916	832 456	891 587	1 385 007	2 193 892	1 642 780
<b>Investissement</b>	<b>1 201 971</b>	<b>691 916</b>	<b>2 357 142</b>	<b>1 751 485</b>	<b>8 906 961</b>	<b>8 724 700</b>
<i>Sur ressources propres</i>	1 031 800	478 652	1 296 989	930 893	1 691 867	1 029 800
<i>Sur financements autres</i>	170 171	213 264	1 060 153	820 592	7 215 094	7 694 900
	<b>22 449 589 €</b>	<b>18 457 232 €</b>	<b>21 559 728 €</b>	<b>26 307 945 €</b>	<b>36 114 781 €</b>	<b>36 824 585 €</b>

La structure ayant ouvert en octobre 2024 avec une montée en charge progressive, les résultats sont escomptés à compter de l'exercice 2025.

On note enfin en 2024 des dépenses d'investissement qui restent à un niveau très élevé (niveau presque égal à celui de 2023), principalement en raison des travaux de l'Unité Centrale d'Assemblage et de ses différentes composantes et, dans une moindre mesure, d'un maintien à niveau de l'équipement des structures de restauration fortement sollicitées en raison de la forte fréquentation.

### ❖ Hébergement

Sur le volet hébergement, le CROUS de Lille enregistre en 2024 un **Chiffre d'Affaire** de **32 087 444 €** pour une **recette budgétaire** totale de **29 421 914 €**.

Par rapport à 2023, le chiffre d'affaire et les encaissements sont en hausse respectivement de 6,2% et de 6,5 %, grâce à l'ouverture et la réouverture de plusieurs bâtiments (réouverture des bâtiments G et H de la résidence Boucher, ouverture de la résidence Adriensence de Maubeuge) ainsi que grâce à l'extension en année pleine des ouvertures de la rentrée 2023 (Kromos'Home, Bachelard M et O).

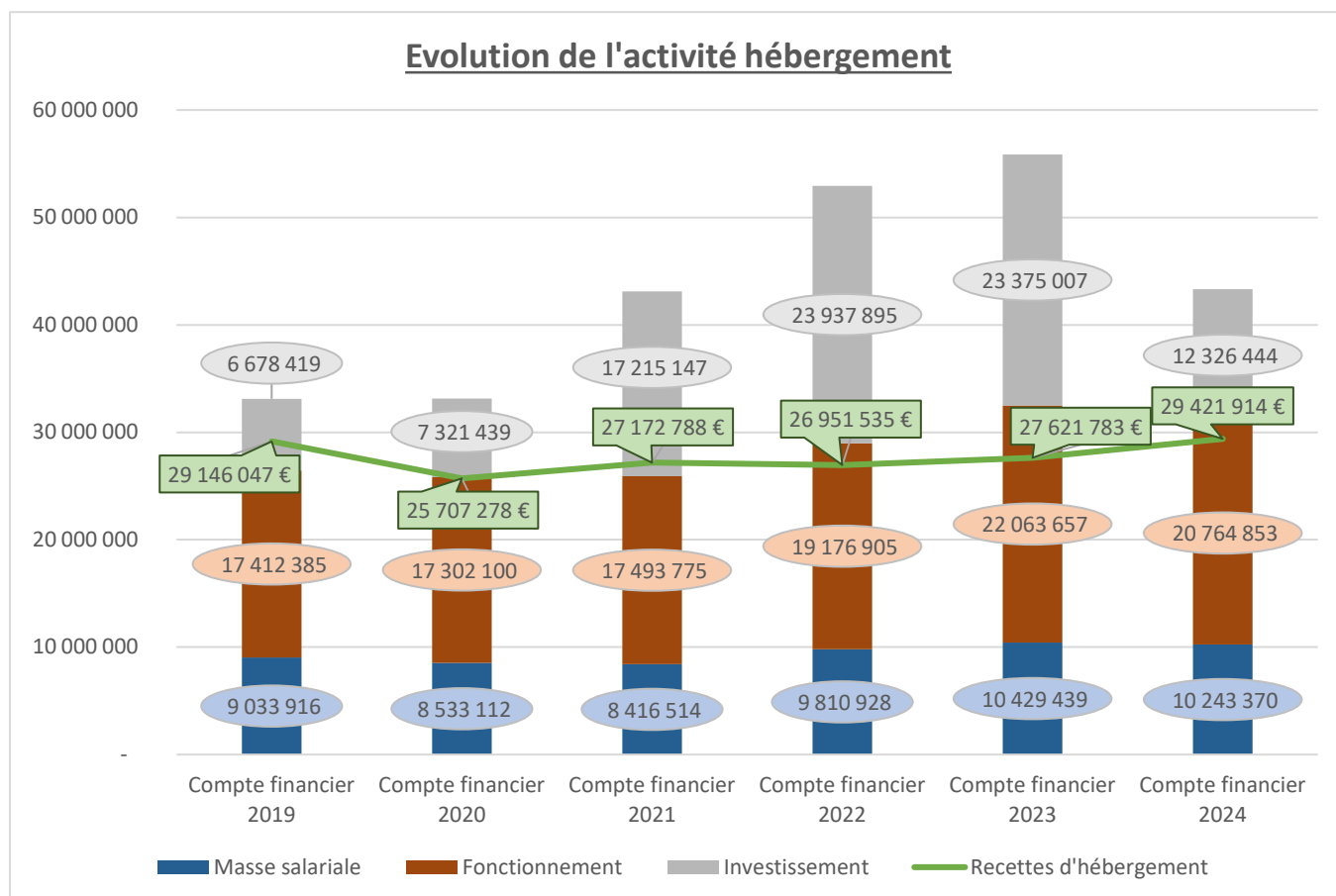
Toutefois, ce résultat reste impacté par les fermetures de bâtiments liés à la poursuite du programme de réhabilitation (qui réduit temporairement la capacité d'hébergement) et par des problématiques récurrentes et accrues de maintenance et de fonctionnement majoritairement sur des sites à réhabiliter (qui occasionnent le « blocage » de certains logements temporairement impropres à la location). Ces enjeux sont pris en considération de façon à réduire leur impact sur le taux d'occupation.

En revanche, après quatre ans consécutifs de gel des loyers qui ont notablement affecté les recettes (d'autant que l'effet de la mesure se cumule sur le long terme), la réévaluation des loyers en 2024, avec une hausse plafonnée à 3,5%, a permis d'augmenter les recettes.

Le travail de recouvrement des créances, mené conjointement par les services ordonnateurs et comptables, permet de maintenir des encaissements à un niveau élevé au regard des droits constatés.

La trajectoire en matière de recettes d'hébergement s'améliore donc.

Le graphique ci-dessous fait état de l'évolution des dépenses et recettes budgétaires du domaine hébergement depuis 2019 :



Ainsi, la masse salariale reste maîtrisée (-1,78%) malgré l'impact de différentes mesures RH nationales.

Le fonctionnement, en baisse plus notable encore (-5,89%) bénéficie largement de la baisse des dépenses de viabilisation (-20,6%) dues à la baisse des tarifs de l'énergie. Par ailleurs, les dépenses d'entretien et de frais généraux s'équilibrent (imputations modifiées entre 2023 et 2024), tandis que les loyers et charges versées restent stables en raison des effets opposés de l'impact de l'IRL et de décalages de paiement sur 2023-2024.

En dépit de cette baisse globale des dépenses de fonctionnement, le niveau des dépenses, de fonctionnement comme de masse salariale, est à un niveau élevé, supérieur à son niveau d'avant la crise sanitaire en raison d'une extension du parc de logements, mais aussi de la hausse globale des coûts sur l'ensemble de la période.

D'autre part, la plupart des postes de dépenses sont en baisse.

Dépenses hébergement	Compte financier 2019	Compte financier 2020	Compte financier 2021	Compte financier 2022	Compte financier 2023	Compte financier 2024
<b>Masse salariale</b>	<b>9 033 916</b>	<b>8 533 112</b>	<b>8 416 514</b>	<b>9 810 928</b>	<b>10 429 439</b>	<b>10 243 370</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>17 412 385</b>	<b>17 302 100</b>	<b>17 493 775</b>	<b>19 176 905</b>	<b>22 063 657</b>	<b>20 764 853</b>
<i>Alimentaire</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Entretien - Equipement</i>	1 860 710	1 860 163	1 832 929	2 171 967	2 554 989	2 160 304
<i>Frais généraux</i>	1 805 087	2 014 735	1 765 392	2 002 585	2 257 161	2 924 409
<i>Loyers et charges versées</i>	8 605 032	9 118 484	9 368 820	8 851 647	9 770 518	9 739 687
<i>Participations financières</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Viabilisation</i>	5 141 556	4 308 718	4 526 634	6 150 706	7 480 988	5 940 453
<b>Investissement</b>	<b>6 678 419</b>	<b>7 321 439</b>	<b>17 215 147</b>	<b>23 937 895</b>	<b>23 375 007</b>	<b>12 326 444</b>
<i>Sur ressources propres</i>	728 601	446 389	1 206 444	4 314 846	10 309 868	747 989
<i>Sur financements autres</i>	5 949 818	6 875 050	16 008 703	19 623 049	13 065 140	11 578 455
	<b>33 124 719 €</b>	<b>33 156 651 €</b>	<b>43 125 435 €</b>	<b>52 925 728 €</b>	<b>55 868 103 €</b>	<b>43 334 667 €</b>

Les dépenses d'investissement, en baisse notable (-47%), se maintiennent en réalité à un niveau important, bien qu'inférieur aux années 2021-2023, du fait de la poursuite du programme de remise à niveau et d'extension du parc de logements. Par ailleurs, en raison de problématiques techniques (résidence Mousseron) comme de moyens humains (réduction temporaire des effectifs du service patrimoine), certaines opérations ont fait l'objet d'une reprogrammation et d'un décalage de plusieurs mois.

Grâce à une baisse globale des dépenses (masse salariale, viabilisation, entretien courant...) et de recettes en hausse significative (dégel des loyers, réouvertures de logements après travaux...) le taux de couverture par les ressources propres s'améliore de près de 10 points en passant de 85% en 2023 à 94,9% en 2024.

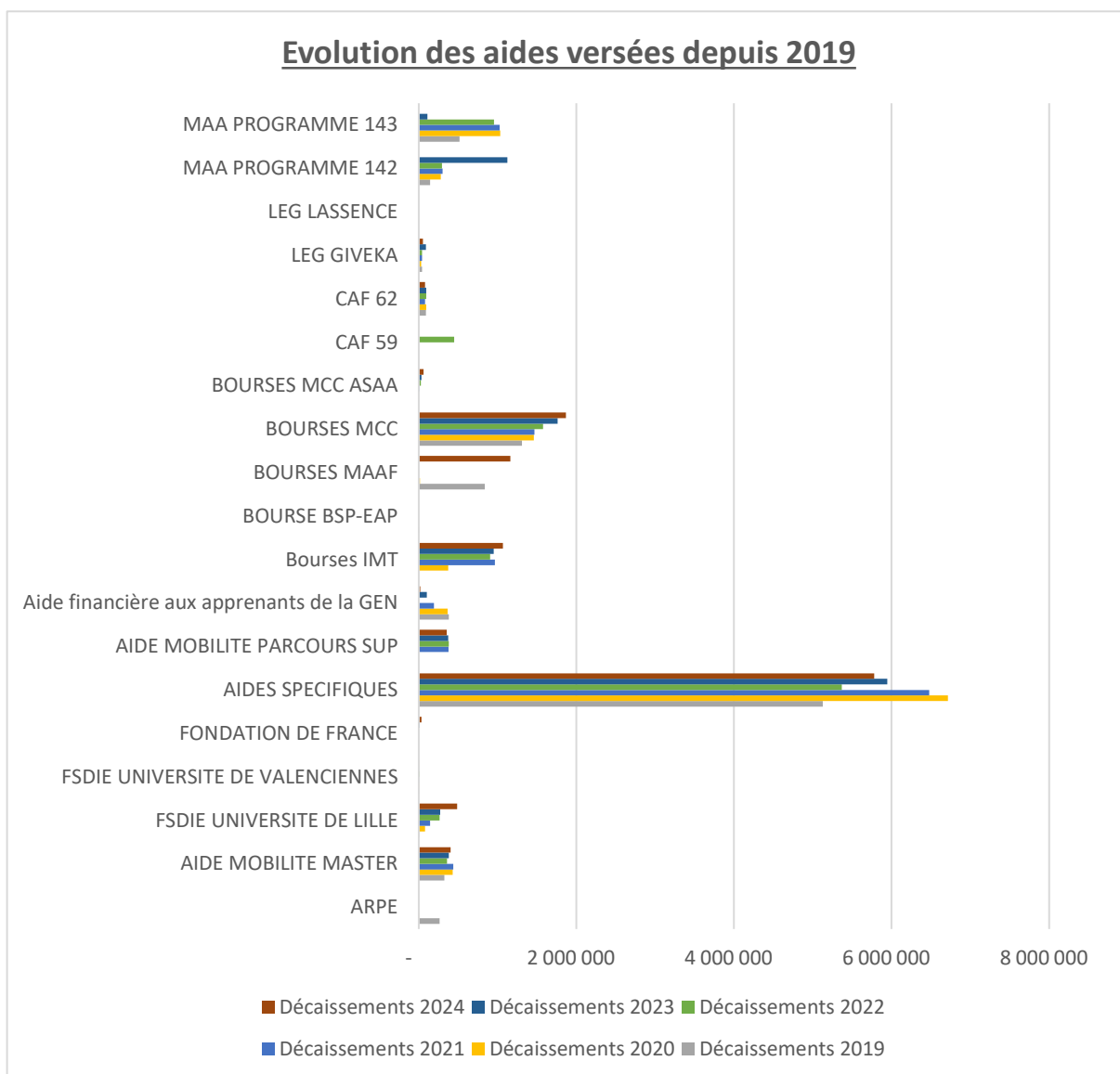
Cette dynamique positive doit donc être maintenue, ce taux restant inférieur à 100% et le modèle d'allocation des moyens ne prévoyant que très partiellement de subvention de fonctionnement pour l'activité d'hébergement.

### III. Le suivi de l'activité non marchande



Le Compte financier 2024 met également en relief des évolutions dans l'activité dite « non marchande » de l'établissement, qui regroupe entre autre le Service des bourses, le Service social et le Service culturel.

#### ❖ Aides directes aux étudiants



Outre les bourses sur critères sociaux, le CROUS gère une certain nombre d'aides directes sous forme d'opérations pour compte de tiers. Le montant de ces aides s'est élevé pour l'année 2024 à 11 368 448 € contre 11 257 673 € en 2023, soit un niveau relativement stable.

Le niveau reste aujourd'hui élevé et supérieur à celui d'avant la crise sanitaire (qui restait globalement sous les 10M€). C'est tout particulièrement le cas des aides spécifiques, qui visent à apporter aux étudiants non boursiers une aide financière, qui peut être ponctuelle ou annuelle : à hauteur de 5,781M € en 2024, ces aides semblent désormais à un niveau plutôt stable depuis 2022, après le niveau très élevé de 2020-2021 et au-dessus des niveaux d'avant 2020.

Le nombre d'étudiants bénéficiaires d'aides ponctuelles est passé de 5351 en 2023 à 5219 en 2024, soit une relative stabilité là aussi.

Le montant de l'aide ponctuelle moyenne, précédemment en augmentation, reste en 2024 au même niveau. Cette évolution témoigne du besoin d'accompagnement financier toujours important d'une partie de la population étudiante.

#### ❖ Action sociale

Le Service social a en 2024 poursuivi son accompagnement renforcé auprès des étudiants. 15044 entretiens pour 9733 étudiants ont ainsi été menés, soit une baisse de 2,8 % par rapport à 2023 (et surtout une baisse continue par rapport au niveau très élevé de 2020 et 2021).

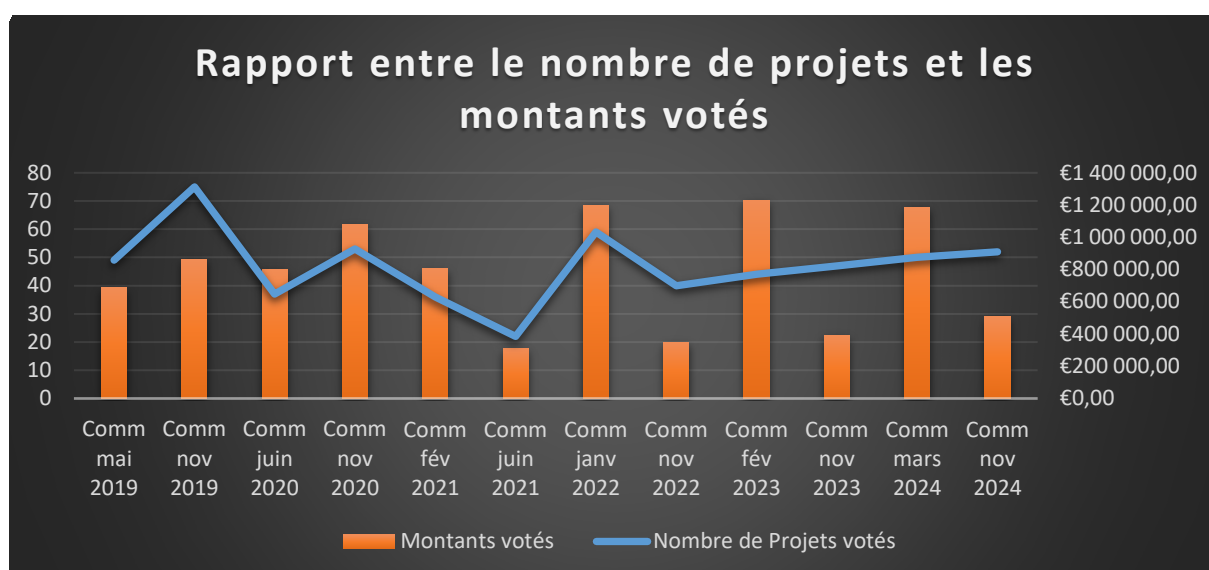
Cet indicateur est désormais proche de son niveau d'avant la crise sanitaire et traduit l'activité continue du service social du Crous (en lien étroit avec les universités) : accompagnement social, accompagnement dans les démarches logement, aides spécifiques et aides financières sous forme de cartes d'achat dématérialisées, orientation si nécessaire vers des interlocuteurs spécifiques, etc.

Parallèlement à cette activité et en raison de besoins accrus depuis la crise sanitaire, le Service social poursuit son accompagnement sur plusieurs projets, financés pour une part sur crédits CVEC, visant à renforcer l'aide apportée aux étudiants les plus fragiles :

4. permanences psychologiques in situ (en résidences) ;
5. numéro d'appel permettant un soutien psychologique à distance ;
6. équipe mobile de santé mentale pour les étudiants (en lien avec l'université de Lille et l'EPSM) ;
7. hébergement d'urgence d'étudiants ne disposant pas d'un dossier permettant son accueil en résidence

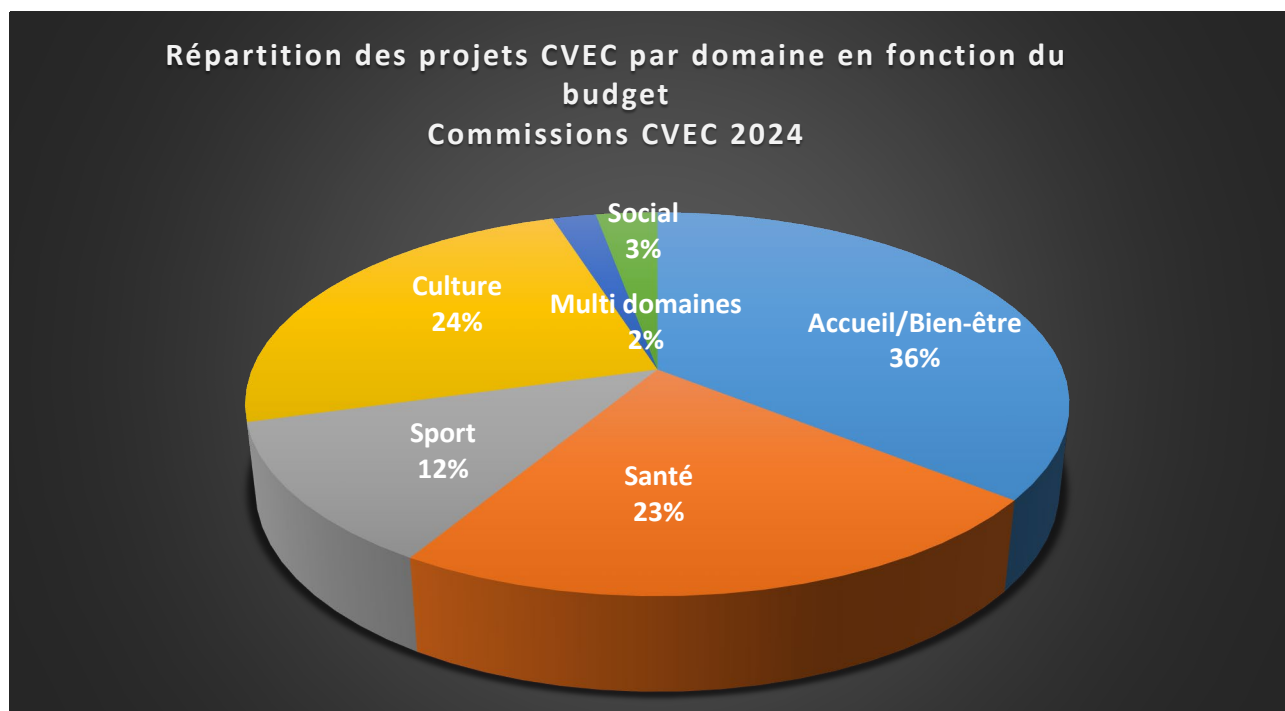
#### ❖ Contribution Vie Etudiante et de Campus

En 2024, 102 dossiers ont été votés lors de 2 commissions, pour un montant de 1 694 848€, soit une hausse de 4,8 %.



Depuis 2019, on constate à la fois une tendance à des projets plus conséquents tout autant que l'arrivée de nouveaux porteurs (axe 3<sup>1</sup>) sur des projets de moindre ampleur mais plus nombreux.

Le nombre de porteurs de projets est globalement en hausse (Crous, établissements affectataires ou non affectataires de la CVEC) et on constate une réelle diversité des projets proposés : aménagement d'espaces de détente ou de convivialité en résidence ou en établissements d'enseignement, organisation d'animations culturelles, accompagnement psychologique d'étudiants en établissement...



Le suivi d'exécution financier du budget CVEC, pour l'année 2024, se détaille comme suit :

2024	BR 2 2024	EXECUTION	REPORT BR1 2025
<b>Recette</b>	<b>1 836 761</b>	<b>1 836 761</b>	
<b>Dépenses engagées</b>	<b>1 808 551</b>	<b>1 479 474</b>	<b>329 077</b>
<i>Masse salariale</i>	<i>50 000</i>	<i>10 004</i>	<i>39 996</i>
<i>Fonctionnement</i>	<i>1 452 551</i>	<i>1 209 518</i>	<i>243 033</i>
<i>Investissement</i>	<i>306 000</i>	<i>259 952</i>	<i>46 048</i>
<b>Dépenses décaissées</b>	<b>1 152 812</b>	<b>1 452 607</b>	- <b>299 795</b>
<i>Masse salariale</i>	<i>50 000</i>	<i>10 004</i>	<i>39 996</i>
<i>Fonctionnement</i>	<i>1 002 812</i>	<i>1 159 566</i>	- <i>156 754</i>
<i>Investissement</i>	<i>100 000</i>	<i>283 037</i>	- <i>183 037</i>
<b>Solde budgétaire CVEC</b>	<b>683 949</b>	<b>384 154</b>	<b>299 795</b>

<sup>1</sup> Projets portés par des établissements non bénéficiaires

Les **autorisations d'engagement** s'élèvent à **1 479 474 €** soit 81.1 % des 1 808 551 € ouverts au budget rectificatif n°2.

Les **crédits de paiement** s'élèvent à **1 452 607 €** soit 126 % des 1 152 812 € ouverts au budget rectificatif n°2. Les crédits consommés ont diminué de 151 123 € (- 9.42 %) par rapport à 2023.

Au dernier budget rectificatif une déprogrammation des crédits avait été effectuée comme suit:

NATURE	AE	CP
FONCTIONNEMENT	- 17 000,00 €	- 225 000,00 €
PARTICIPATION FINANCIERE		- 775 000,00 €
ENTRETIEN		- 265 000,00 €
INVESTISSEMENT	- 94 000,00 €	- 300 000,00 €
	<b>-111 000,00 €</b>	<b>-1 565 000,00 €</b>

Le budget de la culture intègre le produit de la contribution de vie étudiante et de campus qui finance des actions propres à améliorer les conditions de la vie étudiante. Deux commissions se sont tenues en 2024 en mars et en novembre 2024.

Il est à noter qu'au BI 2025, les crédits et recettes suivantes ont été inscrits en tenant compte des reprogrammations:

	AE	CP	RECETTES
DFGE	317 000,00 €	525 000,00 €	1 650 000,00 €
DINV	494 000,00 €	700 000,00 €	
DENT	300 000,00 €	565 000,00 €	
DPFI	966 761,00 €	1 741 761,00 €	
DPER	50 000,00 €	50 000,00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>2 127 761,00 €</b>	<b>3 581 761,00 €</b>	<b>1 650 000,00 €</b>
	<b>SOLDE</b>	<b>- 1 931 761,00 €</b>	

Les - 299 795€ reportés en CP au prochain BR viendront donc améliorer le solde budgétaire déficitaire qui sera porté à - 1 631 966€.

L'enveloppe de masse salariale n'est consommée qu'à hauteur de 10 004 € (contre 50 000 € prévus au BR) car ils correspondent au recrutement d'un personnel d'animateur du Tiers Lieu qui a été recruté pour l'ouverture de la nouvelle structure (poste pourvu sur la fin de l'exercice).

Les dépenses du service culturel (hors CVEC) du Crous s'élèvent à 150 086 € en autorisations d'engagement et à 148 020 € en crédits de paiement. Elles sont plutôt stables par rapport à l'exercice 2023 (- 3.14% en AE et – 0.64% en CP). Ces dépenses concernent essentiellement l'animation en cité (ateliers, réveillons, soirées...) et les projets Culture ActionS.

\* \* \*